



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-1448**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société SPBI-Chantiers BENETEAU pour les activités qu'elle exploite à Saint Hilaire de Riez pour la mise à jour du registre des déchets**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°00-DRCLE-4-329 du 30 juin 2000 autorisant la société BENETEAU à exploiter une ébénisterie industrielle à SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ ;

**VU** le courrier préfectoral du 12 juillet 2017 prenant acte des droits acquis au bénéfice de la société SPBI (Groupe Beneteau) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé qui fixe les modalités de tenue d'un registre des déchets pour les producteurs de déchets ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 novembre 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 18 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le registre des déchets non dangereux était notablement incomplet pour assurer leur bonne traçabilité, en particulier sur l'absence des informations suivantes : lieu exact des exutoires, manque de numéros de récépissés pour le transport, code de traitement non renseigné ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SPBI-Chantiers BENETEAU, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

# ARRÊTE

## Article 1. Mise en demeure

La société SPBI-Chantiers BENETEAU, dont le siège social est situé Parc d'activités de l'Éraudière - 34 rue Eric Tabarly - CS 30045 - BP 45 à DOMPIERRE SUR YON (85170) - est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour son installation exploitée ZI des Mares à Saint-Hilaire-de-Riez (85270).

### Article 1.1. Registre déchets

Sous un délai de **trois mois**, l'exploitant établit un registre de ses déchets dangereux ou non dangereux présentant toutes les informations figurant à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui dispose :

*« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.*

*Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :*

*a) Concernant la date de sortie de l'installation :*

*- la date de l'expédition du déchet ;*

*b) Concernant la dénomination, nature et quantité :*

*- la dénomination usuelle du déchet ;*

*- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;*

*- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;*

*- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;*

*- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;*

*- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;*

*c) Concernant l'origine du déchet :*

*- l'adresse de l'établissement ;*

*- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;*

*- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;*

*d) Concernant la gestion et le transport du déchet :*

*- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;*

*- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;*

*- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;*

*e) Concernant la destination du déchet :*

*- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;*

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

## **Article 2. Respect de la mise en demeure**

L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

## **Article 3. Dispositions pénales**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4. Dispositions administratives**

### **Article 4.1. Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4.2. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Hilaire-de-Riez et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (bureau de l'environnement – section installations classées).

### **Article 4.3. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société SPBI-Chantiers Beneteau par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 26 décembre 2022

Le préfet  
Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

Arrêté n°2022-DCL-BENV-1448

portant mise en demeure à l'encontre de la société SPBI-Chantiers BENETEAU pour les activités qu'elle exploite à Saint Hilaire de Riez pour la mise à jour du registre des déchets

Anné TAGAND

